



HAL
open science

Le Front National et la “ crise migratoire ” de 2015

Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. Le Front National et la “ crise migratoire ” de 2015. Claire Demesmay; Stephan Martens. La France, l'Allemagne et l'Europe face aux migrations, défi majeur du XXI^e siècle, Presses Universitaires de Bordeaux, pp.145-158, 2023, Perspectives Européennes, 9791030009637. halshs-04033062

HAL Id: halshs-04033062

<https://shs.hal.science/halshs-04033062>

Submitted on 7 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Front National et la « crise migratoire » de 2015

Gilles Ivaldi

CNRS-CEVIPOF, Sciences Po Paris

Version pre-print de : Ivaldi, Gilles (2023) Le Front National et la « crise migratoire » de 2015, in Claire Demesmay et Stephan Martens (dir.), *La France, l'Allemagne et l'Europe face aux migrations, défi majeur du XXI^e siècle*, Perspectives Européennes, Presses Universitaires de Bordeaux, p.145-158

A l'instar du Rassemblement national (ex-FN) en France, de nombreux partis de droite radicale populiste se sont, dans les deux décennies qui viennent de s'écouler, imposés comme des acteurs politiques majeurs dans un grand nombre de démocraties occidentales. Au-delà de la diversité de ses manifestations et des aires géographiques dans lesquelles il se développe, ce populisme « global » est souvent associé à la notion de « crise » et il est appréhendé comme la traduction dans le champ politique de moments de dépression économique ou de réactions identitaires, sur fond de rejet des élites et des grands partis de gouvernement.

L'articulation du populisme contemporain et de la « crise » est au cœur de la réflexion actuelle sur l'essor du phénomène. Dans un texte récent, le sociologue Roger Brubaker souligne à cet égard l'importance des « crises » dans la production d'opportunités de mobilisation populiste, s'agissant en particulier de la succession de crises européennes (financière, Euro, migratoire, Brexit)¹. Pour le politologue Benjamin Moffitt, les crises jouent de fait un rôle prépondérant dans le succès des entrepreneurs populistes en ce qu'elles sont avant tout « médiatisées » par ces derniers : à ses yeux, il importe de cesser de penser la crise comme purement exogène au populisme et voir à l'inverse la « performance » –c'est-à-dire le cadrage ou l'angle de traitement choisi par les entrepreneurs populistes pour orienter les perceptions des citoyens– de la crise comme une caractéristique interne essentielle du populisme².

¹ Brubaker, R. (2017) Why Populism?. *Theory and Society*, 46(5), p. 357–385, voir p.369.

² Moffitt, B. (2015). How to Perform Crisis: A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism. *Government and Opposition*, 50(2), 189-217.

Les opportunités produites par différents types de crises varient en fonction des contextes et des acteurs cependant. Les travaux réunis par les politologues Hans-Peter Kriesi et Takis Pappas ont montré que la crise économique et financière de 2008 a créé un contexte particulièrement propice au développement du populisme de gauche, notamment dans les nations d'Europe les plus affectées, à l'image de la Grèce, de l'Irlande ou de l'Espagne³. À l'image de Podemos en Espagne ou de Syriza en Grèce, ces partis ont mobilisé contre les « élites néolibérales », pour citer leur propre vocabulaire, et se sont érigés en pourfendeurs de l'austérité « imposée » par l'Union européenne (UE). A l'inverse, le développement de la situation humanitaire en Syrie à partir de 2014 a constitué un tournant majeur d'une « crispation » identitaire dans le contexte socio-économique, par ailleurs tendu de l'après-crise financière de 2008, qui s'est avérée particulièrement porteuse pour les formations de droite radicale populiste telles que le Front national (FN) en France, le Parti de la Liberté (FPÖ) autrichien ou la *Lega* de Matteo Salvini en Italie. A l'occasion de la crise, ces dernières ont enregistré des scores à la hausse dans de nombreux pays européens : Italie, France, Autriche, Allemagne, mais aussi en Europe orientale, en Hongrie, Slovaquie ou République tchèque.

Parce qu'elle a mêlé un faisceau d'enjeux économiques, culturels et sécuritaires liés à l'afflux de réfugiés, la crise de 2015 a constitué à bien des égards une « tempête parfaite »⁴. Les mouvements dont il est ici question font traditionnellement de l'immigration un enjeu central de leur programme et mobilisent depuis de nombreuses années sur les inquiétudes et les anxiétés identitaires et économiques liées aux flux migratoires et à l'évolution multiculturelle des sociétés contemporaines – s'agissant en particulier de l'islam.⁵ En plaçant l'immigration au cœur de l'agenda politique européen, la crise des réfugiés a produit un ensemble d'opportunités politiques qui leur étaient très favorables. Au-delà de ses implications nationales, l'afflux de réfugiés a en outre mis à jour certaines faiblesses de la solidarité européenne, des principes de libre circulation de Schengen et de la gestion de l'asile sous Dublin. Elle a ainsi offert aux acteurs de la droite radicale, réunis à l'époque autour du FN français au sein du Groupe Europe des Nations et des Libertés (ENL) au Parlement européen, un angle d'attaque privilégié à la critique de l'UE.

³ Hanspeter Kriesi et Takis S. Pappas (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester, ECPR Press, 2015.

⁴ Brubaker, R. (2017) *Why Populism?*, *op.cit*, p.369.

⁵ Pour un tour d'horizon complet, voir G. Ivaldi, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019.

En France, la crise migratoire a constitué une séquence très favorable au mouvement de Marine Le Pen, dans un contexte également marqué par une vague de terrorisme islamiste et un chômage au plus haut depuis 2008. En ont témoigné son succès aux élections régionales de décembre 2015 et, par la suite, les scores à la hausse enregistrés par la présidente du FN lors de l'élection présidentielle de 2017.

Ce chapitre examine les conditions et mécanismes au travers desquels le Front national a été en mesure d'exploiter les enjeux et inquiétudes liées à la crise migratoire de 2015. Pour le mouvement lepéniste, cette dernière a constitué une structure multifactorielle d'opportunités politiques, c'est-à-dire, au sens large, un ensemble d'événements, liés au contexte et de nature et d'ampleur à susciter un changement significatif du rapport de forces au sein du système politique. Pour l'essentiel, nous allons le voir, la crise des réfugiées a été « performée » –c'est-à-dire cadrée et interprétée– par le FN et arrimée par ce dernier à son socle idéologique, attestant par ailleurs de la permanence de la tension historique entre les pôles de radicalité et de crédibilité, qui traverse le parti depuis son émergence au début des années 1970.

I. Le Front National et l'immigration

Depuis le milieu des années 1980, le succès du FN et de nombre de partis de droite radicale en Europe s'est appuyé sur la capacité de ces mouvements de problématiser de nouveaux enjeux relatifs à l'immigration et à l'identité nationale⁶. L'historienne Valérie Igounet rappelle l'importance, dès la fin des années 1970, de la propagande anti-immigration dans la stratégie du parti lepéniste et la diffusion sémantique de ses slogans électoraux, à l'image de « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop ! » ou de « La France et les Français d'abord »⁷. Sous l'angle théorique, cette dominance de l'immigration comme enjeu politique renvoie à la spécificité du modèle de mobilisation mis en œuvre par les acteurs de droite radicale populiste. Il demeure aujourd'hui encore un critère déterminant de différenciation du Rassemblement national au sein de l'espace politique français et, au-delà, un trait distinctif de l'ensemble des partis de droite radicale populiste en Europe⁸.

⁶ J. Rydgren, « Is Extreme Right-Wing Populism Contagious? Explaining the Emergence of a New Party Family », *European Journal of Political Research*, 44/3, 2005, p. 413-437.

⁷ V. Igounet. *Les français d'abord : slogans et viralité du discours Front National (1972-2017)*, Paris, Inculte/Dernière Marge, 2017

⁸ G. Ivaldi, « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes », *Pouvoirs*, 157, 2016, p. 115-126.

I.1 La matrice du nativisme différentialiste autoritaire

Pour partie, l'essor de ces derniers a pris appui sur une stratégie de « niche culturelle » caractérisée par l'emphase particulière que ces partis confèrent aux enjeux d'immigration, d'identité ou de valeurs, et la plus faible attention accordée à l'inverse aux thèmes socio-économiques traditionnels⁹. Ce poids différentiel d'un petit nombre de thèmes culturels s'inscrit plus largement dans l'idéologie nativiste et autoritaire de ces mouvements. Le « nativisme différentialiste » peut être défini comme la construction symbolique d'une communauté culturellement homogène dont il s'agit de préserver l'intégrité contre toutes les menaces extérieures, au premier rang desquelles l'immigration¹⁰. Le nativisme prend racine dans le nationalisme « clos » de ces mouvements qui trouve son expression dans une revendication forte de souveraineté nationale, déclinée en particulier dans l'opposition à l'intégration européenne. L'euroscpticisme des acteurs de droite radicale demeure intimement lié à leur opposition à l'immigration et à leur défense de la communauté et de la culture nationales face à une Union européenne vue comme porteuse d'un projet « cosmopolite » et « mondialiste », et principale responsable de l'immigration en Europe¹¹.

Si elle demeure assez largement construite sur des arguments culturels et identitaires, cette stigmatisation de l'immigration par les partis de droite radicale populiste revêt également un aspect économique et social. Pour la plupart d'entre eux, ces mouvements offrent à leurs électeurs un modèle dérivé de la « préférence nationale » popularisée en France par le Front national de Jean-Marie Le Pen dès le milieu des années 1980.

Aux côtés de l'immigration, la question de l'Islam a acquis au fil du temps une place prépondérante dans la doctrine frontiste¹². Dès la fin des années 1990, le FN a entrepris de dénoncer selon ses propres termes « l'islamisation » et le risque de « désintégration nationale » dans une France « balkanisée et tribalisée », pour demander l'arrêt de la construction de mosquées et l'interdiction du port du tchador¹³. La peur de l'Islam est adossée à celle du

⁹ Sur la notion de « niche », voir M. Wagner et T. M. Meyer, « The Radical Right as Niche Parties? The Ideological Landscape of Party Systems in Western Europe, 1980-2014 », *Political Studies*, 65/1S, 2017, p. 84-107.

¹⁰ H.-G. Betz, « Contre la mondialisation : xénophobie, politiques identitaires et populisme d'exclusion en Europe occidentale », *Politique et Sociétés*, vol. 21, n°2, 2002, pp.9-28.

¹¹ G. Ivaldi, « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes », *op.cit.*

¹² J. P. Zúquete, « The European extreme-right and Islam: New directions? », *Journal of Political Ideologies*, 13/3, 2008, p. 321-344.

¹³ G. Ivaldi « Le Front national : sortir de l'isolement politique », in Bréchon (Pierre) (sous la dir. de), *Les partis politiques français*, Paris : La documentation française, 2011, pp.17-44.

terrorisme¹⁴. En France, Marine Le Pen a très tôt lié le terrorisme à la question de l'immigration, dès les attaques perpétrées par Mohamed Merah en 2012 : « Ce qui s'est passé n'est pas l'affaire de la folie d'un homme, avait-elle expliqué, ce qui s'est passé est le début de l'avancée du fascisme vert dans notre pays [...]. Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? »¹⁵.

Enfin, ainsi que le rappelle le politologue Cas Mudde, le nativisme des droites radicales est associé à une doctrine autoritaire des rapports sociaux et une idéologie forte de la loi et de l'ordre, ainsi qu'au populisme qui caractérise généralement ces mouvements¹⁶. Cet alliage « national-populiste » a été décrit notamment pour le FN par le politologue Pierre-André Taguieff soulignant l'importance de la construction d'un peuple-*ethnos*. Dans ce populisme essentiellement identitaire, explique-t-il, « l'appel au peuple se fixe sur la nation supposée menacée et où la contestation du 'système' et la dénonciation des élites sont mises au service du grand récit sur l'origine du mal : 'l'immigration' »¹⁷.

I.2 Les « faux-semblants » de la dédiabolisation

En dépit de quelques inflexions, le FN sous l'égide de Marine Le Pen demeure dans la continuité d'avec l'idéologie et la praxis politique du parti de Jean-Marie Le Pen¹⁸. L'importance en particulier des enjeux relatifs à l'immigration et à l'Islam ne s'est pas démentie avec l'arrivée de la nouvelle présidente du FN en 2011 et les thématiques relatives à l'autorité ou à l'intégration européenne ont continué de dominer l'agenda politique du parti avec, là aussi, des fluctuations essentiellement stratégiques¹⁹. Sous l'angle électoral, l'hostilité à l'immigration et une vision ethnocentriste de la société demeurent des traits attitudeux distinctifs de l'électorat lepéniste depuis le milieu des années 1980 et des facteurs explicatifs du vote en faveur du FN²⁰.

¹⁴ A. Kallis, « The Radical Right and Islamophobia », in J. Rydgren (éd.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

¹⁵ <https://www.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2012/20120325.OBS4544/le-pen-combien-de-merah-dans-les-bateaux-qui-arrivent-en-france.html>.

¹⁶ C. Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

¹⁷ P.-A. Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 54.

¹⁸ S. Crépon, A. Dézé et N. Mayer (dir.) *Les faux-semblants du Front national*. Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

¹⁹ G. Ivaldi « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste » in Delwit (Pascal) (sous la dir. de), *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2012, pp.95-112.

²⁰ N. Mayer « L'électorat Le Pen de père en fille », dans : Vincent Tiberj éd., *Des votes et des voix. De Mitterrand à Hollande*. Nîmes, Champ social, « Questions de société », 2013, p. 101-111.

Si certaines évolutions sont à rechercher, elles se situent d'abord dans la tentative stratégique du FN mariniste de proposer un habillage républicain à certains de ses thèmes classiques. Ce changement de ligne traduit la volonté de masquer le propos nativiste derrière un ensemble de références républicaines, faisant appel aux valeurs libérales telles que l'égalité homme-femme, la laïcité, les droits des homosexuels ou la liberté d'expression.

Ce discours d'apparence libéral permet pour l'essentiel une stigmatisation de l'Islam au motif de ce qui constituerait aux yeux du FN une incompatibilité culturelle profonde, désignant l'Islam comme une religion obscurantiste fondée sur des valeurs et des principes « archaïques ». On se souvient notamment des déclarations de Marine Le Pen quelques semaines avant son accession à la tête du FN : « J'entends de plus en plus de témoignages sur le fait que, dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni juif, ni même français ou blanc »²¹.

L'accusation de radicalité et d'intolérance est ainsi retournée par le FN à l'encontre des musulmans désignés comme les « vrais extrémistes » et comme faisant peser une menace sur l'identité culturelle du monde occidental, sur fond de « clash des civilisations »²². A l'instar de nombre d'autres formations de droite radicale en Europe²³, Marine Le Pen a très largement repris à son compte l'idée d'une « islamisation » et d'un projet « totalitaire », dénonçant régulièrement le « fascisme vert ».

II. « Performance » de la crise migratoire par le FN

Pour les acteurs de la droite radicale européenne, les inquiétudes relatives à la crise migratoire de 2015 au sein des opinions publiques ont représenté une structure multifactorielle d'opportunités politiques. Ils ont souvent su l'exploiter à leur profit, ainsi qu'en ont témoigné les multiples succès électoraux de ces partis à l'ouest comme à l'est du continent²⁴. En France, la crise des réfugiés s'est inscrite en outre dans le contexte des attentats islamistes de Charlie

²¹ <https://www.monde-diplomatique.fr/2011/01/A/20031>.

²² G. Frigoli et G. Ivaldi, « L'extrême droite et l'Islam : fractures idéologiques et stratégies électorales », *Hommes et Migrations*, n° 1316, 2016, p. 27-36.

²³ H.-G. Betz et S. Meret, « Revisiting Lepanto: the political mobilization against Islam in contemporary Western Europe », *Patterns of Prejudice*, 43/3-4, 2009, p. 313-334.

²⁴ G. Ivaldi, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019, p.191/192.

Hebdo ou de la prise d'otages à l'Hyper Cacher en janvier, puis des attaques du Bataclan et de Paris en novembre, ravivant les tensions et les multiples débats autour de l'islam. Enfin, les enjeux migratoires sont venus s'ajouter à une conjoncture économique minée par les effets persistants de la crise financière de 2008, les politiques menées dans un contexte de contrainte budgétaire par les gouvernements successifs ainsi qu'un taux de chômage au plus haut à 10,2 % de la population active et en très forte augmentation depuis 2009 ²⁵.

Le mouvement lepéniste a été en mesure de saisir les multiples opportunités produites dans ce contexte particulier. La crise migratoire de 2015 a été avant tout « performée » par le FN ²⁶. Cette notion de « performance » renvoie à l'importance de considérer les processus de cadrage symbolique, d'interprétation et d'orientation des perceptions des citoyens par les entrepreneurs politiques. On se réfère ici à la définition classique du « cadrage » par le politologue Robert Entman, comme le fait de « sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et les rendre plus saillants dans la communication, de manière à promouvoir une définition du problème, une interprétation causale, une évaluation morale et/ou une recommandation de traitement particulières pour l'élément décrit » ²⁷. Dans cette perspective, les crises n'exercent pas tant leurs effets en termes objectifs qu'au travers de leur cadrage et de leur politisation par les acteurs partisans et de la façon dont ces derniers en construisent le sens. Le FN a ainsi réinterprété la crise des réfugiés syriens et l'ensemble des enjeux économiques, politiques, culturels et sécuritaires qui y ont été associés au prisme de son nativisme populiste, autoritaire et eurosceptique, révélant par ailleurs la tension stratégique qui demeure entre les objectifs de crédibilisation du parti et la réalité d'un socle idéologique radical dont la formation lepéniste ne s'est jamais véritablement départie.

II.1 L'immigration au cœur de l'agenda politique

En plaçant l'immigration au cœur de l'agenda politique, la crise est indéniablement entrée en forte résonance avec l'idéologie du FN et avec sa stratégie de niche sur les enjeux « culturels » relatifs à l'immigration, à l'identité ou à l'islam, sur fond d'arguments populistes à l'encontre des « élites mondialistes » et d'appels au « peuple souverain ».

²⁵ Cf. INSEE, Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) - troisième trimestre 2015, France métropolitaine (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4930129>).

²⁶ G. Ivaldi, « Contesting the EU in times of crisis: The Front National and politics of Euroscepticism in France », *Politics*, 38/3, 2018, p. 278-294.

²⁷ R.M. Entman, « Framing: Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, 43(4), 1993, 51-58, citation p.52.

Au plus fort de la crise, les enquêtes d'opinion ont témoigné des anxiétés provoquées dans l'Hexagone par la situation migratoire : 63 % des personnes interrogées en France considéraient que « notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et accueillir des immigrés supplémentaires n'est pas possible », autant que les Italiens et les Néerlandais, mais beaucoup plus en revanche que les Espagnols (48 %) ou les Allemands dont 33 % seulement partageaient cette opinion ²⁸.

Face à ces inquiétudes, la formation lepéniste a mobilisé l'essentiel de ses arguments traditionnels contre une « immigration dans un pays exsangue économiquement ». Dans une conjoncture marquée par un chômage au plus haut depuis 2008, le FN a dénoncé l'immigration comme « un problème fondamental » et « un fardeau » pour la France²⁹ et réactualisé son thème classique des « Français d'abord » : « Je pense d'abord à mes compatriotes, expliquera Marine Le Pen, nous n'avons pas les moyens d'accueillir quiconque (...) Nous sommes confrontés à une submersion migratoire. Ni le PS ni l'UMP n'ont pris la mesure du danger »³⁰.

Aux arguments économiques se sont associés les thèmes sécuritaires chers au FN, reliant l'immigration à la criminalité et à la menace terroriste, accusant « une immigration hors de contrôle d'accroître encore le fondamentalisme islamiste »³¹. Tout au long de la crise, le FN demandera que « l'on mette l'islam radical à genoux ». « Expulsons les étrangers islamistes, fermons les mosquées radicales. Et nous expulserons les imams étrangers qui sont à leurs têtes », selon les termes de Marine Le Pen³². Plusieurs faits divers permettront également au mouvement lepéniste d'activer son discours traditionnel sur l'immigration et l'insécurité : les événements survenus à Cologne fin 2015³³ fourniront ainsi à Marine Le Pen de nouvelles armes

²⁸ https://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2015/10/27/la-france-plus-frileuse-que-ses-voisins-vis-a-vis-de-l-accueil-des-migrants_4797810_1654200.html

²⁹ https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/09/07/pour-marine-le-pen-l-immigration-est-un-fardeau_4747421_823448.html

³⁰ <https://www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-nous-n-avons-pas-les-moyens-d-accueillir-les-migrants-7779865621>

³¹ https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/09/07/pour-marine-le-pen-l-immigration-est-un-fardeau_4747421_823448.html

³² https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/08/29/marine-le-pen-veut-arreter-l-immigration-legale-et-clandestine_4740105_823448.html

³³ Lors des célébrations du nouvel an à Cologne et dans plusieurs autres villes d'Allemagne, plusieurs centaines de femmes ont été victimes d'agressions sexuelles perpétrées par des hommes originaires d'Afrique du Nord. Pour la moitié de ceux qui ont été identifiés, ils étaient présents en Allemagne depuis moins d'un an. Voir https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/07/11/31-decembre-en-allemande-1-200-femmes-auraient-ete-agressees_4967926_3214.html

pour dénoncer les « exactions des migrants » : « Ce sont des centaines de femmes qui ont subi des agressions sexuelles. Que ces hommes soient, de par leur situation de migrants, leurs conditions de vie dans leurs pays d'origine, ou encore leurs dogmes religieux, soumis à une frustration sexuelle particulière ne m'intéresse aucunement ; j'ai bien d'autres choses à faire que de trouver une quelconque excuse à ces mâles déchaînés »³⁴.

Enfin, la crise des réfugiés de 2015 a offert au FN l'opportunité de mobiliser une nouvelle fois ses thèmes fétiches de critique de l'Union européenne et d'appel au retour de la souveraineté nationale face en particulier au « diktat » imposé par l'Allemagne d'Angela Merkel³⁵ : « L'Europe nous oblige à accueillir des migrants et nous menace si on ne les accueille pas. Le peuple est le seul souverain en France. Les lois françaises doivent être supérieures aux textes européens »³⁶.

II.2 Entre radicalité et crédibilité

Au-delà de la reprise par le FN de ses antiennes, la crise migratoire a été marquée par une radicalisation sur l'immigration, en rupture nette avec la tentative d'euphémisation du discours frontiste et les objectifs stratégiques affichés par Marine Le Pen de désenclaver politiquement le parti à son arrivée à la tête du FN en 2011. À l'occasion de la crise de 2015, la présidente du FN a singulièrement retrouvé certains des accents de l'extrême-droite traditionnelle, s'appuyant notamment d'une vision apocalyptique des enjeux migratoires, pour dépeindre une France en proie à la « submersion migratoire et à la déstructuration avancée de l'identité nationale »³⁷. Ainsi, elle n'a pas hésité à comparer l'afflux de réfugiés aux invasions barbares. Pour Marine Le Pen, « sans nulle action de la part du peuple français, l'invasion migratoire que nous subissons n'aura rien à envier à celle du IV^{ème} siècle et aura peut-être les mêmes conséquences »³⁸.

³⁴ <https://www.lopinion.fr/edition/politique/marine-pen-referendum-sortir-crise-migratoire-94568>

³⁵ https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/09/24/l-allemande-nouveau-bouc-emissaire-de-marine-le-pen_4770239_823448.html

³⁶ <https://www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-nous-n-avons-pas-les-moyens-d-accueillir-les-migrants-7779865621>

³⁷ https://www.lepoint.fr/politique/universite-d-ete-du-fn-l-offensive-anti-immigration-de-marine-le-pen-06-09-2015-1962454_20.php

³⁸ https://www.lepoint.fr/politique/marine-le-pen-compare-l-afflux-de-migrants-aux-invasions-barbares-14-09-2015-1964773_20.php

Reprenant en outre sa critique du « totalitarisme islamiste », Marine Le Pen est allée jusqu'à brandir la menace de voir la « charia remplacer notre Constitution » : « Nous n'avons pas d'autre choix que de gagner cette guerre. Si nous échouons, le totalitarisme islamiste prendra le pouvoir dans notre pays (...) la charia remplacera notre Constitution, l'islam radical se substituera à nos lois, nos bâtiments détruits, la musique prohibée, l'épuration religieuse avec son cortège d'horreurs, etc. »³⁹. La prégnance du socle idéologique radical du mouvement lepéniste s'est encore révélée dans la résurgence de thématiques xénophobes directement ancrées dans le racisme biologique de l'extrême-droite historique⁴⁰, au travers notamment des déclarations de Marine Le Pen concernant « la présence alarmante de maladies contagieuses non européennes, liées à l'afflux migratoire » et la nécessité, selon elle, « d'éradiquer toute immigration bactérienne »⁴¹.

Ce durcissement du discours a une nouvelle fois attesté de la tension entre les pôles de radicalité et crédibilité, qui oppose les objectifs de normalisation du parti affichés par Marine Le Pen et l'importance pour la formation lepéniste de maintenir un positionnement radical pour continuer de parler à la frange la plus extrême de son électorat. Cette recherche d'un point d'équilibre entre crédibilité et radicalité est au cœur de l'entreprise de dédramatisation depuis le début des années 2010. L'histoire du FN et de ses élites illustre par ailleurs ces oscillations constantes entre la volonté d'intégration et la nécessité de démarcation au sein du système politique français⁴². Dans le contexte de la crise des réfugiés, la stratégie de démarcation privilégiée par l'état-major frontiste s'est inscrite aussi dans le cycle politique national et le calendrier électoral, à l'occasion des élections régionales de décembre 2015. Le FN y a fait face à la concurrence d'une droite classique positionnée très à droite sur les enjeux d'immigration et de sécurité, sous l'impulsion notamment de Nicolas Sarkozy après son retour à la tête de l'UMP fin 2014. Cette polarisation a correspondu en outre à une forte crispation interne au sein du FN face à la rupture consommée entre Marine Le Pen et son père, avec sans doute la nécessité pour cette dernière de donner des gages à l'aile orthodoxe du parti, inquiète de l'éviction de son président-fondateur.

³⁹ https://www.lepoint.fr/politique/marine-le-pen-si-nous-echouons-la-charia-remplacera-notre-constitution-02-12-2015-1986750_20.php.

⁴⁰ Historiquement, le discours de l'extrême-droite s'est appuyé sur un racisme biologique fondé sur la théorie des races et de l'inégalité entre ces dernières. Dans les années 1970, toutefois, la nouvelle droite a abandonné ce type de racisme au profit d'un racisme plus « culturel » fondé sur la défense des identités, et dont s'est très largement inspiré le FN à partir des années 1980.

⁴¹ https://www.huffingtonpost.fr/2015/11/10/marine-le-pen-immigration-bacterienne_n_8519976.html

⁴² Lebourg, Nicolas. « Le front national, entre norme et subversion », Héloïse Lhérété éd., Les grandes idées politiques. Éditions Sciences Humaines, 2017, pp. 99-108.

III. Impact électoral de la droite radicale en France et en Europe

Électoralement, le FN a tiré les bénéfices du contexte particulièrement porteur lié à la crise économique, à l'afflux des réfugiés en Europe et à la vague d'attentats djihadistes en France. Au mois de décembre 2015, la formation lepéniste a ainsi confirmé son statut de « premier parti de France » avec 27,7 % des exprimés lors des élections régionales, atteignant des pointes au-delà de 40 % dans ses bastions des Hauts-de-France et de Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Entre 2015 et 2016, la présidente du FN a recueilli en moyenne 28 % des intentions de vote en vue de la présidentielle de 2017, avec des pointes au-delà de 30 % jamais atteintes par un candidat frontiste de par le passé.

À cette nouvelle performance du FN en France ont fait écho les très nombreux succès rencontrés par ses partis « cousins » un peu partout en Europe⁴³. Dans le sillage de la crise migratoire de 2015, le FPÖ est sorti en troisième position des élections législatives d'octobre 2017 en Autriche avec 26 % des suffrages, s'imposant comme partenaire incontournable pour les conservateurs de l'ÖVP de Sebastian Kurz. En Italie, la *Lega* de Matteo Salvini a réuni 17,4 % des voix aux élections de mars 2018 et formé un gouvernement populiste inédit avec le Mouvement 5 Étoiles. Au Danemark, les élections législatives de juin 2015 avaient placé le Parti du Peuple danois (DF) en seconde position derrière les sociaux-démocrates, avec un total de 21,1 % des voix. En Belgique, le *Vlaams Belang* de Tom Van Grieken a fait un retour remarqué sur fond de tensions sur l'immigration lors des élections communales en Flandre en octobre 2018.

En Allemagne, l'AfD s'est elle aussi fortement radicalisée à l'occasion de la crise des réfugiés, s'éloignant un peu plus de ses origines de droite eurosceptique pour se repositionner sur une ligne xénophobe et anti-islam. En 2017, le parti est venu bousculer la droite conservatrice d'Angela Merkel, remportant 12,6 % des suffrages et 94 sièges au Bundestag à l'occasion des élections législatives, avec des pointes au-delà de 20 % dans certains Länder de l'ancienne Allemagne de l'Est, à l'image du Brandebourg ou de la Thuringe, et jusqu'à 27 % des voix en Saxe. L'impact de la question des réfugiés s'était d'ores-et-déjà fait sentir dans les élections

⁴³ Voir les contributions consacrées à la montée du populisme dans d'autres États européens dans cet ouvrage.

régionales de mars 2016, où l'AfD avait effectué une percée remarquable dans le Bade-Wurtemberg (15,1 %), en Rhénanie-Palatinat (12,6 %) et en Saxe-Anhalt (24,2 %).

En Europe orientale la question migratoire s'est imposée dans de nombreux pays et a ouvert la voie aux mouvements nationalistes. En Slovaquie, les élections législatives de mars 2016 ont vu une poussée des formations radicales avec 8,6 % des voix aux nationalistes du SNS d'Andrej Danko et 8 % au groupuscule néonazi du Parti populaire Notre Slovaquie (LSNS) conduit par Marian Kotleba. Le scrutin a également vu l'émergence d'un nouveau parti anti-immigration, Nous sommes une famille (*Sme Rodina*), fondé fin 2015 par l'homme d'affaires Boris Kollár. En République tchèque, les élections législatives de 2017 ont été marquées par l'irruption du mouvement de Tomio Okamura, Liberté et Démocratie directe (SPD), qui y a totalisé 10,6 % des voix. En Pologne et en Hongrie, la crise des réfugiés a offert l'opportunité aux conservateurs au pouvoir d'un bras de fer avec l'Union européenne. En 2015, le PiS est revenu à la tête du gouvernement polonais sur une plateforme résolument hostile à l'immigration, et jouant par ailleurs des tensions avec l'UE. En Hongrie, le *Fidesz* de Viktor Orbán a consolidé son emprise sur le pouvoir à l'occasion des élections législatives d'avril 2018, remportant seul 49,3 % des suffrages et une majorité des deux tiers au parlement hongrois.

Le scrutin européen de mai 2019 a globalement confirmé l'assise électorale des partis de droite radicale et leur présence dans la quasi-totalité des pays de l'Union européenne, avec une progression d'environ 2 points en moyenne par rapport aux européennes de 2014, à des niveaux souvent d'ores-et-déjà élevés reflétant les gains que beaucoup de ces mouvements ont enregistrés dans le sillage de la « crise » des réfugiés. En mai 2019, les partis de droite radicale populiste l'ont emporté dans plusieurs États membres de l'Union (Italie, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Pologne). En France, le RN a totalisé 23,3 % des exprimés et 22 sièges, à un niveau très proche de celui de 2014. Ces mouvements ont également connu des performances à la hausse en Belgique, en Allemagne, en Espagne et en République tchèque, ainsi qu'en Europe du Nord et dans les États baltes.

IV. Perspectives

Sur l'essentiel, l'évolution programmatique et discursive du mouvement lepéniste dans l'après-crise de 2015 s'est inscrite dans la continuité des prises de position de Marine Le Pen tout au long de la crise. Lors de la campagne présidentielle de 2017, la présidente du Front national a réitéré son opposition totale à l'immigration, réclamant un moratoire d'arrêt de toute immigration légale⁴⁴. Les *144 engagements présidentiels* présentés par Marine Le Pen en 2017 se sont une nouvelle fois très largement appuyés sur les thèmes nativistes, autoritaires et populistes qui constituent le socle traditionnel de l'idéologie frontiste. Plus récemment, ces thèmes ont continué de dominer l'agenda du mouvement lepéniste. Le *Cahier d'Actions Asile/Immigration* publié par le nouveau Rassemblement national en avril 2018 dénonçait encore « l'idéologie du sans-frontiérisme » et disait voir dans l'immigration un véritable « fléau » et un enjeu « sécuritaire, civilisationnel, financier et sanitaire ». ⁴⁵ En juin 2019, le programme du RN pour les élections européennes a une nouvelle fois exigé une « vraie politique de dissuasion de l'immigration ». Le parti proposait ainsi de « réserver les aides sociales à nos compatriotes, refuser le laxisme dans l'octroi de l'asile, expulser systématiquement les clandestins, stopper l'immigration légale et de cesser le renouvellement automatique des titres de séjour ».

Plus fondamentalement, et au-delà du seul cas hexagonal, l'immigration s'est progressivement imposée comme un enjeu structurel depuis le milieu des années 1980, qui a profondément reconfiguré l'espace de la compétition électorale un peu partout en Europe⁴⁶. De même, aux États-Unis, la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016 a témoigné de la force de l'instrumentalisation des attitudes de repli face à l'immigration et de leur articulation avec l'anxiété économique⁴⁷. De la même façon, les attitudes négatives à l'égard de l'immigration et la politisation de ces enjeux par les artisans du *leave* ont joué un rôle essentiel dans le vote en faveur du Brexit lors du référendum britannique de juin 2016⁴⁸. Ainsi, la vague contemporaine

⁴⁴ TF1, 20 mars 2017.

⁴⁵

https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_ASILE_IMMIGRATION_DEF_HD_ST_C.pdf

⁴⁶ D. Oesch et L. Rennwald, « Electoral competition in Europe's new tripolar political space: Class voting for the left, centre-right and radical right », *European Journal of Political Research*, 57/4, 2018, p. 783-807.

⁴⁷ D. Faber, J. Stephens, V. Wallis, R. Gottlieb, C. Levenstein, P. Coatar et Boston Editorial Group of CNS, « Trump's Electoral Triumph: Class, Race, Gender, and the Hegemony of the Polluter-Industrial Complex », *Capitalism Nature Socialism*, 28/1, 2017, p. 1-15.

⁴⁸ S. B. Hobolt, « The Brexit vote: a divided nation, a divided continent », *Journal of European Public Policy*, 23/9, 2017, p. 1259-1277.

de droite radicale constitue une traduction politique des craintes qui ont surgi au sein des sociétés modernes face à l'érosion des normes sociales traditionnelles, à l'immigration et au multiculturalisme⁴⁹. Le rejet de l'immigration, la défense de l'identité nationale, les politiques sociales réservées aux « natifs », la critique des élites et le souverainisme protectionniste de la droite radicale entrent en forte résonance avec les frustrations économiques, les anxiétés culturelles et la défiance politique des électors occidentaux.

Pour conclure, la question de la crise sanitaire consécutive à l'épidémie de Covid-19 doit être évoquée. A tous points de vue, l'épidémie de coronavirus représente un moment critique de l'histoire récente, dans ses dimensions sanitaires, sociales, économiques et politiques, naturellement, mais au-delà dans les changements socio-culturels plus profonds qu'elle pourrait induire dans les années à venir. Un an après son apparition, l'épidémie de coronavirus ne semble pas profiter mécaniquement aux acteurs de la droite radicale populiste. À plus longue échéance, cependant, le poids de la crise sanitaire est de nature à accroître les insécurités économiques et culturelles qui forment le terreau du vote en faveur de ces partis, notamment auprès des groupes sociaux les plus vulnérables, dans les couches populaires, qui constituent traditionnellement le gros des troupes de mouvements tels que le RN. Enfin, les enjeux de la pandémie de coronavirus Covid-19 replacent au cœur de l'agenda politique les questions relatives aux frontières, à la protection des intérêts nationaux et à la souveraineté. L'expérience de la crise migratoire de 2015 a montré que ces enjeux offrent une structure d'opportunités politiques particulièrement favorables aux droites radicales populistes, laissant entrevoir la perspective de nouveaux succès populistes dans le paysage politique européen.

⁴⁹ P. Norris et R. Inglehart, *Cultural Backlash and the Rise of Populism: Trump, Brexit, and the Rise of Authoritarianism Populism*, New York, Cambridge University Press, 2019.